

RÉFLEXIONS PRÉLIMINAIRES POUR UN PROJET RÉGIONAL ALTERNATIF

I • Le sens d'un projet d'alternatives régionales

Pour le PSU mettre avant le mot d'ordre d'alternative régionale implique d'abord qu'un certain nombre d'erreurs ou d'écueils soient évités :

On ne peut envisager des alternatives régionales dissociées d'une alternative « nationale » globale : ne rêvons pas d'un îlot socialiste et autogestionnaire, même régional, dans un environnement capitaliste. Il convient, à ce propos, de démythifier l'idéologie véhiculée par les coopératives. En effet, ces entreprises sont reliées au marché capitaliste par de multiples canaux (commercial, financier, technologique...) de sorte que les travailleurs ne peuvent pas réellement modifier le type de gestion ou de production de leur entreprise ni leurs rapports aux moyens de production.

Il est impératif de ne pas s'enfermer et donc de dépasser le niveau de l'unité économique pour tenter de globaliser la lutte contre le système capitaliste et ses points d'ancrage : propriété privée des moyens de production (source du pouvoir économique), appareil d'Etat (source du pouvoir politique).

Il faut envisager les alternatives régionales dans leurs rapports dialectiques avec une perspective globale qui est celle du socialisme autogestionnaire - l'articulation ou l'arbitrage entre les différents projets régionaux devant se résoudre dans le cadre de la planification.

De la même manière, ce serait une erreur que de proposer des alternatives régionales ne prenant pas en compte la dimension internationale. En effet, dans une économie progressivement mondialisée par le capitalisme, il est essentiel de remettre en cause les rapports de domination dépendance que le système produc-

tif et financier a noué avec le reste du monde et qui s'inscrivent dans la Division Internationale du Travail. Nous savons en effet que l'internationalisation croissante de l'économie française (surtout depuis 1970) obéit à une logique inexorable : abandon des productions « traditionnelles » et des entreprises insuffisamment compétitives (les « canards boiteux ») et développement agressif des secteurs de pointe et des grands groupes industriels et financiers - logique qui, bien sûr n'a aucune raison de conduire à un développement économique régional et nationalement cohérent.

Deux écueils, enfin, doivent être évités; il n'est pas question d'imaginer quelque contre-plan figolé, émanation des « têtes pensantes » du parti, aussi séduisant soit-il...sur le papier. Une telle démarche n'aurait rien d'autogestionnaire.

Notre propos vise, au contraire, à partir d'une analyse critique de la situation actuelle, à amorcer un nombre limité de propositions et de réalisations sur la base d'une réflexion collective du parti (travailleurs intellectuels travailleurs manuels).

Une objection pertinente qui peut être faite à notre démarche est que celle-ci ne peut conduire qu'à aménager, faire « tourner » le système et... ce n'est pas le rôle du PSU. Certes, le risque de récupération est très réel, il est même inévitable. Tout dépend de la nature de nos propositions et de la vigilance politique dont nous saurons faire preuve.

En tout état de cause, le PSU ne peut rester éternellement le spectateur critique de la réalité économique-sociale et des propositions... des autres. Il faut à la fois résister au capitalisme (c'est-à-dire, par exemple, se battre contre la restructuration sauvage et les fermetures d'usines), et aller de

l'avant, ce qui signifie, pour nous, avancer des mots d'ordre offensifs (les 35 heures) et faire des propositions alternatives (au niveau économique, entre autres). Mais pour que ces dernières aient un sens et une portée politique, et afin d'éviter tout risque de technocratie et d'élitisme, il est nécessaire qu'elles soient prises en charge par les travailleurs à partir de ce qu'elles contiennent d'alternatif au capitalisme.

● Il faut inverser la logique capitaliste.

La recherche de ce noyau alternatif passe par une rupture avec les critères capitalistes de rentabilité - ce qui n'est pas le cas de projets comme celui du Conseil Régional de Midi-Pyrénées (1) - même s'ils envisagent un certain nombre de mesures intéressantes.

Si l'on veut effectivement rompre avec la logique économique dominante (c'est-à-dire avec la maximisation du profit), *il faut penser politiquement l'économie* et donc substituer à cette logique un processus antagoniste (2) prenant appui sur les besoins sociaux collectivement définis (3) et introduisant les conditions nécessaires à l'exercice du pouvoir des travailleurs.

Mais il faut avoir présent à l'esprit que pour faire aboutir ce processus, il faut bouleverser les rapports sociaux capitalistes, exproprier les propriétaires du capital et renverser l'appareil d'Etat bourgeois.

L'essentiel aujourd'hui est d'introduire dans nos propositions le « grain de sable » capable de faire gripper certains mécanismes du système capitaliste. Mais cette démarche ne doit pas être menée au coup par coup, au contraire, elle doit s'inscrire dans la perspective du socialisme autoges-

tionnaire - donc avant tout être dans les perspectives stratégiques du socialisme autogestionnaire.

Les alternatives que nous proposons, aussi bien « nationales » que régionales constituent un processus qui peut être découpé selon la périodisation suivante :

Le long terme, c'est à dire le socialisme autogestionnaire... il faut bien rêver.

La transition (coexistence des rapports sociaux capitalistes et des rapports sociaux socialistes avec la prédominance de ces derniers), période amorcée par exemple par une victoire électorale de la gauche (?...)

la période actuelle : la droite est au pouvoir, la gauche est divisée.

Il est indispensable d'articuler nos revendications et nos propositions avec les étapes de cette périodisation et donc de les inscrire, dès aujourd'hui, dans une dynamique de transition vers le socialisme. Elles doivent donc contenir des éléments alternatifs anticapitalistes.

Ce qui implique, en dernier ressort, la nécessité de se situer par rapport au problème du pouvoir et de son exercice. En effet, la question fondamentale qui se pose est de savoir si une proposition peut conduire à un affaiblissement du pouvoir capitaliste et à une avancée du pouvoir des travailleurs (ou inversement, à un renforcement du capital et un recul pour les travailleurs), c'est là l'axe central qui doit guider notre réflexion et notre pratique.

Il s'agit, à partir de propositions et de réalisations concrètes, de contribuer à faire avancer la prise de conscience des travailleurs, non pas vers un aménagement social du capitalisme, mais bien vers une alternative politique (le socialisme et l'autogestion), et relier toute proposition à une issue implique, bien sur, de se situer sur le terrain de la lutte des classes.

● Il faut s'appuyer sur les luttes des travailleurs.

Ancrer nos propositions dans la lutte des classes signifie qu'elles soient portées par les luttes des travailleurs. Il n'y a pas en effet de revendication ou de proposition « en soi » : un rapport dialectique permanent doit se nouer entre les 2 niveaux théorie-pratique (propositions économiques réalisations concrètes luttes).

En effet, élaborer des propositions,

aussi structurées soient-elles, même assorties de la revendication d'un vague pouvoir régional pour les élus des conseils régionaux existants, est très insuffisant et n'a rien de mobilisateur.

L'essentiel pour nous est de tendre à diffuser les rapports de pouvoir au sein du tissu économique et social au profit de l'ensemble des travailleurs, afin que ces derniers soient un jour en mesure de prendre les décisions qui les concernent.

L'articulation des deux niveaux (théorique/pratique) doit permettre de mesurer l'enjeu de l'alternative, de désigner l'ennemi de classe et les mécanismes de l'exploitation économique et de la domination idéologique. Et seules les luttes permettent de mettre à nu ces derniers et de transformer des impositions économiques en alternatives anticapitalistes.

En bref, un projet d'alternative régionale ne doit pas être un catalogue de mesures technocratiques, ne doit pas ignorer les dimensions nationales et internationales.

Par contre il devrait :

- relever d'une logique anti-capitaliste, c'est-à-dire :

- s'inscrire clairement dans une perspective socialiste et autogestionnaire, et donc,

- poser en permanence le problème du pouvoir et de son exercice - être porté par les luttes des travailleurs.

2 - Quel contenu économique et quelles pratiques sociales pour une alternative régionale en Midi-Pyrénées ?

Sur la base des éléments de réflexion ci-dessus, nous allons un peu concrétiser ce que pourrait être l'amorce d'une alternative régionale pour Midi-Pyrénées. (Celle-ci devrait être le point de convergence d'une double démarche :

a) la région Midi-Pyrénées a une histoire même si c'est celle de son sous-développement (comme conséquence de la stratégie spatiale des firmes capitalistes) et une culture (même si celle-ci a été progressivement étouffée au profit des valeurs dominantes).

C'est dans les réalités concrètes, économiques et sociales, de notre région aujourd'hui qu'il faut ancrer nos propositions.

b) En même temps, la volonté politique de parvenir à une maîtrise locale et régionale des conditions matérielles

de vie, individuelles et collectives, va de pair avec des mutations économiques.

Ces mutations, bien sur, ne se confondent pas avec celles imposées par les restructurations et le redéploiement capitalistes : elles doivent s'inscrire, au contraire, dans le cadre d'un développement régional autocentré et anticapitaliste.

. par la création de nouvelles activités et de nouvelles productions destinées à satisfaire les besoins régionaux.

. par l'introduction de nouvelles pratiques sociales, allant dans le sens de l'autogestion et de la démocratie socialiste.

Ces deux approches impliquent simultanément :

● *une attitude défensive* (défendre l'emploi existant) qui n'est pas nécessairement une position anachronique dans la mesure où elle peut impliquer : la réappropriation et la réactivation d'un tissu économique et social en régression plus ou moins rapide (bassins d'emploi qui se sont historiquement développés autour d'activités « anciennes ».

- le refus politique d'inscrire l'économie régionale dans la Division Internationale du Travail.

● *une attitude offensive* : avancer des propositions de création d'activités et de productions nouvelles (donc d'emplois nouveaux) liées à un type de développement impliquant la maîtrise de l'économie par les populations régionales et fournissant des réponses alternatives aux questions que produire ? comment produire ? pour vivre comment ?...

2 - 1. Quel contenu économique pour une alternative régionale en Midi-Pyrénées ?

Le potentiel économique matériel de Midi-Pyrénées réside principalement en 3 points :

- *des ressources naturelles de base* en quantité souvent importante : hydroélectricité (Pyrénées), minéraux (titane, zinc, charbon...), bois (les forêts couvrent près du tiers du territoire agricole), géothermie, solaire...

- *3 secteurs importants par leur poids économique actuel* :

- l'agriculture qui emploie 15% des actifs de la région (contre 7,5% au niveau national).

. l'aéronautique (représentant 7,5% des salariés de Midi-Pyrénées) qui utilise une main d'oeuvre qualifiée et

dont dépend un nombre important de P.M.I. sous-traitantes.

. la sidérurgie et les métaux non ferreux qui emploient plus de 11% des salariés du secteur au niveau national.

- un *potentiel scientifique et technique* très important : centres de recherche, laboratoires aux techniques « de pointe », complexe universitaire Paul Sabatier...

Ce qui fait la « faiblesse » économique de Midi-Pyrénées consiste principalement :

- dans le poids important des secteurs industriels en perte de vitesse: biens de consommation surtout (textile, habillement, bois, cuir) et biens intermédiaires (première transformation des métaux, matériaux de construction).

- dans l'absence d'un véritable tissu industriel cohérent : la « politique industrielle » régionale consiste dans l'abandon des bassins d'emploi traditionnels et dans le parachutage d'entreprises sans rapport avec l'environnement industriel local (exemple de l'électronique).

Notre ambition n'est pas de bâtir un plan régional précis et complet, ce sera l'affaire de l'ensemble des travailleurs qui constituent la force et la véritable richesse de notre région. Nous pensons cependant que quelques axes d'intervention peuvent être définis aujourd'hui :

- dans le secteur agricole, avec l'expérimentation et le développe-

ment de l'agro-biologie (cf. travaux de l'A.R.E.S.), ainsi que les perspectives de l'agro-alimentaire.

- Dans l'aéronautique, parce que ce secteur constitue un pôle assez complet (avec les problèmes de la sous-traitance régionale).

- Dans les Bassins d'emploi des secteurs « traditionnels » (Carmaux, Decazeville, Bousens, Albi, Millau, Mazamet), soutien et relance du réseau industriel, commercial et de services qu'ils constituent encore.

- Dans le domaine de l'énergie, définition d'un plan régional alternatif (de type ALTER) et réalisations concrètes, immédiates.

- Dans le domaine technologique, réflexion et mise au point de technologies « intermédiaires », liées à l'économie régionale, ne conduisant pas nécessairement à un accroissement de la composition technique du capital.

2 - 2. Quelles pratiques économico-sociales pour une alternative régionale ? vers des rapports sociaux non marchands.

En même temps, que des propositions économiques, il est essentiel (c'est même ce qui doit nous guider) d'introduire des ruptures dans les rapports sociaux capitalistes : nouvelles pratiques sociales, comportements différents, mettant en cause la division du travail, la hiérarchie sociale, les rapports de pouvoir capitalistes...

C'est à ce niveau, principalement,

que les revendications régionales peuvent et doivent être transformées en revendications anticapitalistes.

En effet, la mise en cause des rapports sociaux capitalistes aboutit, en dernier ressort, à la mise en cause du pouvoir capitaliste et de son exercice. Si l'entrepreneur peut réorienter sa production (vendre des capteurs solaires, par exemple), il ne peut accepter, en tant que capitaliste, que soient mis en cause son pouvoir de prélèvement de la plus-value et son pouvoir d'affectation des moyens de production.

Dans nos propositions, nous devons donc avoir constamment à l'esprit la nécessité de tendre à établir de nouveaux rapports :

- entre producteurs et consommateurs/utilisateurs
- entre concepteurs et exécutants
- entre les travailleurs et les moyens de production
- entre les individus et l'environnement naturel

On peut donc retenir de ce qui précède que notre projet régional, s'il se veut alternatif, doit à la fois :

. s'ancrer dans la réalité économique et sociale de la région. Amorcer des ruptures avec cette réalité qui introduisent une logique économique et des pratiques sociales tournées vers l'autogestion et le socialisme.

J.P. GILLY